

No. 40037

**Gabon
and
Equatorial Guinea**

Convention demarcating the land and maritime frontiers of Equatorial Guinea and Gabon. Bata, 12 September 1974

Entry into force: *12 September 1974 by signature, in accordance with article 10*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Gabon, 2 March 2004*

**Gabon
et
Guinée équatoriale**

Convention délimitant les frontières terrestres et maritimes de la Guinée équatoriale et du Gabon. Bata, 12 septembre 1974

Entrée en vigueur : *12 septembre 1974 par signature, conformément à l'article 10*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Gabon, 2 mars 2004*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION DÉLIMITANT LES FRONTIÈRES TERRESTRES ET MARI-
TIMES DE LA GUINÉE-EQUATORIALE ET DU GABON

Le Président de la République Gabonaise

Et le Président à vie de la République de Guinée Equatoriale

Considérant que les traités et les conventions constituent un moyen important permettant de développer la coopération pacifique entre les Nations, quels que soient les régimes politiques de celles-ci;

Proclamant à nouveau leur foi dans les buts et les principes énoncés dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies ainsi que dans celle de l'Organisation de l'Unité Africaine;

Désireux de jeter les bases durables de la paix entre leurs deux pays, notamment en établissant définitivement leurs frontières terrestres et maritimes communes;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Sous réserve des dispositions de l'article 2 ci-dessous, la limite entre la République de la Guinée Equatoriale et la République Gabonaise sur la côte du golfe de Guinée partira du point d'intersection du thalweg de la rivière Mouni avec une ligne droite tirée de la pointe Cocobeach à la pointe Diéké. Elle remontera ensuite le thalweg de la rivière Mouni et celui de la rivière Outemboni jusqu'au point où cette rivière est coupée pour la première fois par le 1er degré de latitude nord et se confondra avec ce parallèle jusqu'à son intersection avec le 9ème degré de longitude est de Paris (11° 20, est de Greenwich).

De ce dernier point d'intersection, la deuxième démarcation entre les deux Etats se confondra avec le méridien 9 est de Paris (11°20, est de Greenwich) jusqu'à sa rencontre avec la frontière méridionale de la République Unie du Cameroun.

Article 2

La portion du District de Medouneu située en territoire guinéen, au-delà du parallèle du 1er degré de latitude nord, est cédée à la République Gabonaise et fera désormais partie intégrante du territoire de celle-ci.

En compensation, la République Gabonaise cède à la république de Guinée Equatoriale d'une part une portion de terre située autour des agglomérations de Ngong et Allen et comprenant lesdites agglomérations et d'autre part une portion de terre de 1 km dont l'un des sommets est le lieu dit carrefour international. Ces deux portions de terre qui seront d'une superficie totale équivalente à celle cédée à la République Gabonaise, feront désormais partie intégrante de la République de Guinée Equatoriale.

Article 3

Les hautes parties contractantes reconnaissent, d'une part que l'île Mbanie fait partie intégrante du territoire de la République gabonaise, et d'autre part, que les îles Elobey et l'île Corisco font partie intégrante du territoire de la République de Guinée Equatoriale.

Article 4

La frontière maritime entre la République de Guinée Equatoriale et la République gabonaise sera constituée par une ligne droite parallèle au 1 degré de latitude nord, et partant du point d'intersection du thalweg de la rivière Mouni avec le segment de droite tirée de la pointe Cocobeach à la pointe Diéké.

Toutefois il est concédé à la République de Guinée Equatoriale, autour des îles Elobey et de l'île Corisco, des portions d'eau dont les largeurs sont les suivantes:

Pour l'île Corisco :

1,5 miles au nord

6 miles à l'ouest

1,5 miles au sud, c'est-à-dire entre Corisco et Mbagne

1,5 miles à l'est

Pour les îles Elobey :

0,06 miles au nord d'Elobey chico

1,5 miles à l'ouest

0,30 miles à l'est

0,30 miles au sud d'Elobey grande

Article 5

Pour l'accès par mer à la rivière Mouni ainsi qu'aux îles Elobey et Corisco, les navires équato-guinéens jouiront, dans les eaux territoriales gabonaises, de toutes les facilités dont pourront bénéficier les navires gabonais. Il en sera de même, à titre de réciprocité, pour les navires gabonais dans les eaux territoriales équato-guinéennes.

La navigation et la pêche seront libres pour les ressortissants équato-guinéens et gabonais dans les rivières Mouni et Outemboni.

La police de la navigation et de la pêche dans ces parages, dans les eaux territoriales équato-guinéennes et gabonaises, aux abords de l'entrée de la rivière Mouni, ainsi que les autres questions relatives aux rapports entre frontaliers, les dispositions concernant l'éclairage, le balisage, l'aménagement et la jouissance des eaux feront l'objet d'arrangements concertés entre le Gouvernement de la République Gabonaise et le Gouvernement de la République de Guinée Equatoriale.

Article 6

Les droits et avantages qui découlent l'article 3 du présent traité étant stipulés à raison du caractère commun ou limitrophe des baies, embouchures, rivières et territoires susmentionnés, seront exclusivement réservés aux ressortissants des deux hautes parties contractantes et ne pourront en aucune façon être transmis ou concédés aux ressortissants d'autres nations.

Article 7

Des protocoles d'accord seront pris, d'une part, pour déterminer les superficies et les limites exactes de la portion de terre cédée à la République gabonaise et celle cédée à la République de Guinée Equatoriale, et, d'autre part, pour préciser les modalités d'application de la présente Convention.

Article 8

La matérialisation des frontières sera faite par une équipe composée des représentants des deux pays, en nombre égal, avec au besoin le concours ou la participation de techniciens et observateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine ou de tout autre organisme international, choisis d'un commun accord.

Article 9

Les litiges nés de l'application ou de l'interprétation du présent traité seront soumis à une commission mixte paritaire, et, s'il y a lieu, réglés conformément à l'article 33 de la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

Article 10

La présente Convention entrera en vigueur dès sa signature.

Fait à Bata, le 12 septembre 1974 en deux originaux, en langue française et espagnole, les deux originaux faisant également foi.

ALBERT-BERNARD BONGO

DON FRANCISCO MACIAS NGUEMA BIYOGO

N.B. Les deux Chefs d'Etat conviennent de procéder ultérieurement à une nouvelle rédaction de l'article 4, afin de la mettre en conformité avec la Convention de 1900.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENCION

DELIMITANDO LAS FRONTERAS TERRESTRES Y MARITIMAS DE LA GUINEA EQUATORIAL Y DEL GABON

**EL PRESIDENTE VITALICIO DE LA REPUBLICA DE GUINEA ECUATORIAL,
Y
EL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA GABONESA**

Considerando que los tratados y las convenciones constituyen un medio importante que permite desarrollar la cooperacion pacifica entre las naciones, sean cual fuesen los regimenes politicos de éstos.

Proclamando de nuevo su fe dentro de los fines y principios enunciados en la Carta de la Organizacion de las Naciones Unidas, asi como los de la Organizacion de la Unidad Africana;

Deseosos de sentar las basas durables de paz entre sus dos Paises, especialmente estableciendo definitivamente sus fronteras terrestres y maritimas comunes ;

Han convenido lo que sigue:

Artículo 1. – A reserva de las disposiciones del articulo 2 siguiente, el limite entre la Republica de Guinea Ecuatorial y la Republica Gabonesa en la costa del golfo de guinea partira del punto de interseccion del thalweg del rio Muni con una linea recta trazada desde la punta Cocobeach a la punta Dieké. Esta remontara seguidamente al thalweg del rio Muni y el del rio Utemboni hasta el punto donde este ultimo rio es cortado por la primera vez por el paralelo 1 grado de latitud norte y se confundira con este paralelo hasta su interseccion con el 9 grado de longitud este de Paris (11° 20' Este de Greenwich).

Desde este ultimo punto de interseccion, la segunda demarcacion entre los dos Estados se confundira con el meridiano 9 grados este de Paris (11° 20' Este de Greenwich) hasta su encuentro con la frontera meridional de la Republica Unida del Cameroun.

Artículo 2. – La porcion del distrito de Medunu situada en territorio guineano, mas del paralelo 1 grado de latitud norte es cedida a la Republica Gabonesa y formara parte integrante del territorio de este en lo sucesivo.

En compensacion, la Republica Gabonesa cede a la Republica de Guinea Ecuatorial, por una parte, una porcion de tierra situada a rededor de las aglomeraciones de Ngong y Alén y que comprende las citadas aglomeraciones y, por otra parte, una porcion de tierra de un kilometro, una de cuyas cumbres es el lugar citado cruce internacional. Estas dos porciones de tierra que seran de una superficie total equivalente a la cedida a la Republica Gabonesa, seran en lo sucesivo parte integrante de la Republica de Guinea Ecuatorial.

Artículo 3. – Las altas partes contractantes, reconocen por una parte, que la isla Mbane forma parte integrante del territorio de la Republica Gabonesa, y por otra parte, que las islas Elobeyes y la isla de Corisco forman parte integrante del territorio de la Republica de Guinea Ecuatorial.

Artículo 4. – La frontera marítima entre la República de Guinea Ecuatorial y la República gabonesa será constituida para una línea recta paralela al primer grado de latitud norte trazada desde el punto de intersección del thalweg del río Muni con el segmento de rectas trazadas desde la punta Cocobeach a la punta Dieke.

No obstante, se concede a la República de Guinea Ecuatorial alrededor de las islas Elobeyes y de la isla de Corisco, porciones de aguas cuyas longitudes son las siguientes :

Para la isla de Corisco:

- 1,5 millas al norte.
- 6 millas al Coste.
- 1,5 millas al sur, es decir, entre Corisco y Mbane.
- 1,5 millas al este.

Para las islas Elobeyes:

- 0,06 millas al norte de Elobey Chico.
- 1,5 millas al coste.
- 0,30 millas al este.
- 0,30 millas al sur de Elobey Grande.

Artículo 5 : Para el acceso por mar al río Muni, así como las islas Elobeyes y Corisco, los navíos ecuatorio-gaboneses ganarán dentro de las aguas territoriales gaboneses de todas las facilidades de que podría beneficiarse los navíos gaboneses. Será igual a título de reciprocidad, para los navíos gaboneses dentro de las aguas territoriales ecuatorio-gabonesas.

La navegación y la pesca serán libres para los súbditos ecuatorio-gaboneses y gaboneses dentro de los ríos Muni y Utemboni.

La policía de navegación y de la pesca en esas parajes dentro de las aguas territoriales ecuatorio-gaboneses y gaboneses en los accesos de la entrada del río Muni, así como las demás cuestiones relativas a las relaciones entre fronteras, las disposiciones concernientes a la iluminación, al balisaje, al entretenimiento y al disfrute de las aguas serán objeto de arreglos concertados entre el Gobierno de la República de Guinea Ecuatorial y el Gobierno de la República gabonesa.

Artículo 6 : Los derechos y ventajas que se derivan del artículo 4 de la presente convención, habiendo sido estipulado en razón de carácter común o limítrofo de las bahías, de embocaduras, ríos y territorios antes mencionados, serán reservados exclusivamente a los súbditos de las altas partes contratantes y no podrán en ningún caso ser transmitidos o concedidos a los súbditos de otras naciones.

Artículo 7 : Los protocolos del acuerdo serán tomados por una parte, para determinar las superficies y los límites exactos de la porción de tierra cedida a la República Gabonesa y aquella cedida a la República de Guinea Ecuatorial, y, por otra parte para precisar las modalidades de aplicación de la presente Convención.

Artículo 8: La materialización de las fronteras será realizada con un equipo compuesto por representantes de los dos países en igual número. O si fuera necesario la ayuda o participación

de técnicos y observadores de la Organización de la Unidad Africana, o cualquier otra Organización internacional.

Artículo 9 : Los litigios surgidos de la aplicación o interpretación de la presente Convención, serán sometidos a una comisión mixta paritaria y en su caso, resueltos de acuerdo al espíritu del artículo 33 de la Carta de la Organización de las Naciones Unidas.

Artículo 10: La presente Convención entrará en vigor a partir de la fecha de su firma.

Hecho en Bata, el 12 de septiembre de 1974,
en dos originales, en idiomas francés y español,
siendo los dos iguales.

Albert-Bernard BONGO

Don Francisco Macias NGUEMA BIYOGO

N.B. Los dos jefes de Estado convienen de proceder ulteriormente a una nueva redacción del artículo 4, para ponerla en conformidad con la Convención de 1900.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION DEMARCATING THE LAND AND MARITIME FRONTIERS
OF EQUATORIAL GUINEA AND GABON

The President of the Gabonese Republic and

The President for life of the Republic of Equatorial Guinea,

Considering that treaties and conventions constitute an important means of developing peaceful cooperation between nations, irrespective of their political regimes,

Reaffirming their faith in the purposes and principles of the Charter of the United Nations, as well as those of the Organization of African Unity,

Desiring to lay firm foundations for peace between their two countries, notably by definitively establishing their common land and maritime frontiers,

Have agreed as follows:

Article 1

Subject to the provisions of article 2 below, the boundary between the Republic of Equatorial Guinea and the Gabonese Republic on the coast of the Gulf of Guinea shall start from the point of intersection between the Muni River thalweg and a straight line drawn from the Cocobeach headland to the Dieke headland. It shall proceed along the Muni River thalweg and that of the Outemboni River to the point where that river is first crossed by latitude 1° north, and follow that parallel as far as its intersection with longitude 9° east of Paris (11°20 east of Greenwich).

From the latter point of intersection, the second demarcation between the two States shall follow meridian 9° east of Paris (11°20 east of Greenwich) until it meets the southern frontier of the United Republic of Cameroon.

Article 2

The area of the Medouneu District situated in the territory of Equatorial Guinea beyond the parallel of latitude 1° north is ceded to the Gabonese Republic, and shall henceforth form an integral part of its territory.

In compensation, the Gabonese Republic cedes to the Republic of Equatorial Guinea, on the one hand, a land area surrounding and including the towns of Ngong and Allen and, on the other, a one kilometre land area of which one of the peaks is the place known as "car-refour international". These two land areas, which shall have a total surface area equal to that ceded to the Gabonese Republic, shall henceforth form an integral part of the Republic of Equatorial Guinea.

Article 3

The High Contracting Parties recognize, on the one hand, that Mbane Island forms an integral part of the territory of the Gabonese Republic and, on the other, that the Elobey Islands and Corisco Island form an integral part of the territory of the Republic of Equatorial Guinea.

Article 4

The maritime frontier between the Republic of Equatorial Guinea and the Gabonese Republic shall consist of a straight line parallel to latitude 1° north, starting from the point of intersection of the Muni River thalweg with the straight line drawn from the Cocobeach headland to the Dieke headland.

However, the Republic of Equatorial Guinea shall be granted water areas surrounding the Elobey Islands and Corisco Island with the following dimensions:

For Corisco Island:

1.5 miles to the north;

6 miles to the west;

1.5 miles to the south, that is to say between Corisco and Mbane;

1.5 miles to the east.

For the Elobey Islands:

0.06 miles to the north of Elobey Chico;

1.5 miles to the west;

0.30 miles to the east;

0.30 miles to the south of Elobey Grande.

Article 5

For access by sea to the Muni River as well as to the Elobey Islands and Corisco Island, ships of Equatorial Guinea shall enjoy, in Gabonese territorial waters, the same facilities as are granted to Gabonese ships. The same shall apply, on a reciprocal basis, to Gabonese ships in the territorial waters of Equatorial Guinea.

Navigation and fishing shall be free for nationals of Equatorial Guinea and Gabon in the Muni and Outemboni Rivers.

The policing of navigation and fishing in these areas, in the territorial waters of Equatorial Guinea and Gabon in the area of the mouth of the Muni River, as well as other issues relating to border relations, and provisions regarding lighting, beaconing, and waterway management and usage, shall be subject to arrangements concluded between the Government of the Gabonese Republic and the Government of the Republic of Equatorial Guinea.

Article 6

The rights and privileges arising from article 3 of the present treaty, being stipulated by virtue of the common or neighbouring character of the aforementioned bays, river mouths, rivers and territories, shall be reserved exclusively to nationals of the two High Contracting Parties, and may not in any way be transferred or granted to nationals of other nations.

Article 7

Protocols shall be drawn up, on the one hand, to determine the surface area and precise boundaries of the land area ceded to the Gabonese Republic and that ceded to the Republic of Equatorial Guinea and, on the other, to specify procedures for the application of the present Convention.

Article 8

The marking of the frontiers shall be carried out by a team composed of representatives of the two countries in equal number, with the aid or participation, as necessary, of technical experts and observers from the Organization of African Unity or some other mutually agreed international body.

Article 9

Disputes arising from the application or interpretation of the present treaty shall be submitted to a joint commission, and, if necessary, settled in accordance with Article 33 of the Charter of the United Nations.

Article 10

The present Convention shall enter into force on the date of signature thereof.

Done at Bata, on 12 September 1974, in two originals, in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

ALBERT-BERNARD BONGO

DON FRANCISCO MACIAS NGUEMA BIYOGO

N.B. The two Heads of State agree to proceed subsequently with a new text of article 4 to bring it into conformity with the Convention of 1900.